LA JUSTICE

Bureaux et ateliers, 457-459 rue Sussex.

"DIEU ET MON DROIT."

Téléphone: Rideau 736

31ème ANNÉE. No. 9.

JOURNAL HEBDOMADAIRE.—ABONNEMENT, \$1.00. (Strictement payable d'avance.)

OTTAWA, 24 JUILLET 1914.

Elections municipales

PAR LE FAIT D'UNE technique légale, les commissaires municipaux sont forcés de revenir devant le peuple. Cette élection nouvelle coûtera plusieurs milliers de piastres à la ville et ceux qui sortiront vainqueurs devront recommencer en janvier prochain à solliciter l'appui des contribuables. Sans doute la loi est une belle et bonne chose et il est juste que tout ce qui touche aux rouages publics se maintienne dans les bornes établies par la jurisprudence. On ne peut jamais agir trop régulièrement. Toutefois le code semble—en certains cas particuliers—faire avancer beaucoup plus les inextricables intérêts de chicane, que le bien-être des masses.

Elus par le peuple pour un terme de douze mois, les commissaires sont aujourd'hui les victimes des émissaires de Thémis. Pour des irrégularités dont ils ne sont pas les moins du monde responsables, on force les contrôleurs à briguer de nouveau les suffrages. Plusieurs personnes s'étonnent même que le maire et les autres conseillers n'aient pas été obligés de passer sous les mêmes fourches caudines. Quant à nous, nous sommes d'avis que ce qui arrive aux commissaires est suffisant. Les affaires municipales n'allaient pas déjà si vite, que l'on aurait pu se dispenser de les mettre au repos complet. Sans doute les échevins et le maire ont tenté de faire quelque besogne durant l'absence momentanée des contrôleurs, mais cela n'a pas empêché que la ville ait souffert de tout ce chambardement.

Au début, dix suffragants se sont trouvés en présence. MM. Kyle et Hunt ayant décidé de se retirer de la lutte, les votants se trouvant en face de huit noms: Messieurs Champagne, Cleary, Kent, Maclean, McNeill, Nelson, Parent et Pepper. La liste des aspirants est encore suffisamment longue. Suivant la coutume, deux Anglais, un Irlandais et un Canadien-français constituent le bureau de contrôle. Et nous croyons que cet usage repose sur des données solides de bon sens et d'équité. C'est pourquoi nous nous exprimons d'affirmer que l'élection franco-canadienne a des droits indéniables à figurer dans le confusariat. C'est de toute importance que nous ayons, au conseil municipal, quelqu'un qui puisse nous y représenter dignement et utilement. Dans la présente campagne, les forces françaises se trouvent malheureusement divisées. On pourrait dire la même chose des apolloniens anglais. Mais comme nous ne nous laissons dans une aussi faible infériorité, nous ne nous occupons que de notre double ambition. Comme aucune question grave n'est en jeu et qu'aucun principe important ne se trouve en cause, nous croirions injuste de prendre partie pour l'un ou pour l'autre des deux candidats canadiens-français. MM. Champagne et Parent sont tous deux versés dans la connaissance intime des affaires municipales. Les contribuables sont donc parfaitement libres de se choisir le champion qu'ils croient le meilleur. Il ne s'agit plus ici de la question scolaire, ni même de question d'aqueduc, mais bien de se demander quel serait le plus apte à représenter à l'envoyé au conseil municipal. Tous les deux devront être pesés suivant leurs mérites personnels; suivant ce qu'ils ont accompli dans le passé et ce que l'on est en mesure d'attendre d'eux dans l'avenir. Aucune autre considération n'aura un droit légitime à l'attention publique éclairée. De plus, comme MM. Parent et Champagne sont tous deux de la même nuance politique, nous aurons le consolation de ne pas avoir à nous égarer dans le labyrinthe de la politique partisane. Nous regardons, comme bien entendu, que ce qui se passe dans la ville n'est que la répétition de ce qui se passe dans le monde entier.

MAURICE MORISSET.

L'apothéose du crime

JAMAIS CERTAINS GRANDS quotidiens—anglais et français—n'ont été plus dégoutants. Et ce n'est pas peu dire. Avec une précision de détails et des titres à l'emporte-pièce, les journaux jaunes servent tout chauds à leurs lecteurs les mets épicés de l'affaire Caillaux. Et l'on renne tout ce sang et toute cette boue à bonne largeur de pelle. Nous ne serions pas surpris que la demande, toujours si active, des exploits de Nick Carter ne soit actuellement en baisse. Ce qui nous arrive de Paris, et dans les phrases que l'on suit, est autrement intéressant. Pour la vingtième fois les portraits plus ou moins habillés de Mme Caillaux sont republiés par les feuilles en mal de sensation. Hier nous apprenions que les juges français sourient, quand l'accusée leur raconte les ignobles péripéties de l'assassinat de Gaston Calmette. Sans doute il faut accepter avec une prudence circonspecte ce que nous transmet le fil, mais les dépêches ne semblent pas avoir l'air de tâche dans leur tentative de rendre la prévenue intéressante, voire même sympathique. Partout l'on paraît s'empresse de jeter des fleurs à la meurtrière. Nous disons partout. Il vaudrait mieux cependant laisser aux gazettes jaunes toute la responsabilité de leur triste métier. Quant à nous, nous pensons tout simplement qu'il est odieux de voir avec quel aplomb on fait l'apothéose du crime. Tout est mis en œuvre pour faire oublier au public que le directeur du *Figaro* a été lâchement assassiné pour avoir dit quelques vérités sur les turpitudes d'une administration parisienne. Le bande des accusés est devenu un tréteau où l'on pérorne en style de husting tantôt le mari et tantôt la meurtrière. Mme Caillaux déride la gravité des juges en entretenant la magistrature de ses petits et gros secrets de bouddoir. "Ton Jos" se croit au Palais Bourbon, et sa déposition ressemble plus à un discours politique et à une page de la vie galante qu'aux tristes faits d'une sale histoire.

Mais ce n'est pas tout. Après les secrets de l'alcôve, vont venir ceux de haute trahison. Nous aurons été bien étonnés si la diplomatie française n'avait pas trouvé moyen de se faufiler dans cette galère. Et tout ceci est habilement préparé pour donner au meurtre l'aspect d'une affaire purement politique. La descendante des pétroleuses aura ainsi bonne chance d'être oubliée dans la tourmente ou de passer pour une martyre de la politique et du dévouement conjugal.

Que la meurtrière prétende n'avoir pas voulu tuer Calmette, c'est on ne peut plus naïf, s'il ne s'agissait de la mort d'un homme. Mais si la divorcée de "Ton Jos" avait eu l'intention d'assassiner le directeur du *Figaro*, ceux qui l'ont ramassé sanglant l'auraient bien trouvé coupé en morceaux! Après avoir fait le tour du jardin de Mme Caillaux, nous nous sommes dit, dans un accès de bon sens, que les revolvers tuent, encore qu'on ait fait de bien d'autres choses.

Sans doute le gouvernement français n'a aucun intérêt à la condamnation de Mme Caillaux. Aussi personne ne s'étonnera de voir ce port fameux procès se terminer par un acquittement, si toutefois l'on ne porte pas l'ancienne Mme Claretie en triomphe. Après avoir sonri à la dégoûtante narration du crime, les juges pourraient avec raison offrir leur épaulé, et promener dans les rues de Babylone celle qui a souillé ses mains dans le sang de son semblable. C'est peut-être ce qui arrivera.

JEAN-PAUL.

De quoi se mêle-t-il

NOUS AVONS RAREMENT vu un étranger se faire mettre mieux à sa place, que M. Louis Raynaud, chargé du consulat général de la République française à Montréal. Il faut dire aussi que ce jeune mandarin de la diplomatie anglaise n'a pas volé ce qui lui arrive. Et nous serions bien étonnés que jamais M. Raynaud n'ait tant regretté d'avoir manqué la messe! Plusieurs journaux et, entre autres, l'*Action Sociale*, ont administré à ce verbeux vice-consul une fessée dont il sera longtemps à se souvenir. Nous n'avons jamais vu M. Raynaud, mais nous parierions qu'il sent le muse, qu'il porte badine et qu'il se croit quelqu'un. Nous en avons connu des tas de ces petits importés, à Montréal tout spécialement. Sans doute ceux dont nous parlons n'ont jamais été consultés intimement, mais ils étaient de même persuasion que celui qui écrit des lettres à la *Gazette*. A Dieu ne plaise que nous plaçons tous les Français qui nous arrivent sur le même pied que M. Raynaud. Et, comme on dit souvent, quand ils sont bons, les Français qui viennent vivre avec nous sont excellents; mais, quand ils sont mauvais, ils sont pires. C'est là peut-être du français assez doux, mais comme littérature, mais comme c'est expressif et vrai!

Nous disons donc que ce M. Raynaud était d'une outrecuidance à nulle autre comparable. Comme on venait de lui faire une juste leçon, voilà que ce mince champion de l'éteignoir monte sur ses ergots. Le vice-consul, de plus en plus étourdi, va même jusqu'à faire des déclarations comme celles-ci:

"En outre, il s'agit pour le 14 juillet, d'une fête essentiellement française, française française!" et dès lors on ne voit point les raisons de cette ingérence de certains journaux étrangers à vouloir juger de l'opportunité pour le Gouvernement français de donner telle ou telle instruction aux fonctionnaires qui ont l'honneur de le représenter hors de France."

Halte-là! fonctionnaire. Nous voudrions bien savoir qu'est l'étranger dans toute cette histoire? Il faut avoir ramassé passablement d'écrouilles sur les boulevards pour venir faire semblables affirmations, et multiplier d'étranges des journaux publiés dans le pays même où M. Raynaud est envoyé pour représenter un gouvernement d'outre-mer. Et au sujet de cette ingérence étrangère, l'*Action Sociale* dit ce qui suit:

"Pour une bourde, celle-ci est jolie. Elle est même riche. Nous nous méfions de ce qui ne nous regarde pas quand nous examinons et jugeons les ordres d'un gouvernement étranger à ses conseils, même quand ces ordres doivent être exécutés publiquement chez nous."

"Il est pas prétentieux, M. Raynaud. Il fera ici ce qu'il veut par ordres reçus de son gouvernement, et nous n'aurons qu'à baisser les yeux et à garder le silence, sinon il nous rappellera que nous n'avons pas à nous mêler de ce qui se fait chez nous."

"Si encore ce singulier chargé de consulat nous disait seulement que nous n'avons pas à apprécier les instructions données par le gouvernement français à ses fonctionnaires résidant en France, nous l'envierions poliment promener, en lui disant que la presse d'écrouille de tout ce qui lui semble bon et utile à faire connaître, aussi bien des choses qui se passent en France que celles qui se passent en Allemagne, puis encore de celles qui se passent en France, puisque celle-ci est notre pays d'origine et nous reste chère, en dépit des gaffes de son chargé de consulat. Mais il s'agit, dans l'espèce, d'instructions, imposées ou sollicitées, qui sont exécutées chez nous, et c'est un vice-consul de France qui manque à ce point de tact de venir dire aux journaux canadiens-français qu'ils n'ont pas à s'occuper de ces instructions exécutées au Canada, du moment qu'elles émanent du gouvernement de sa République démocratique."

"Est-ce que ces mêmes journaux ne pourraient pas dire avec plus de raison à ce consul intérimaire: Mais vous mêlez-vous même de ce qui vous regarde, quand vous venez faire une leçon aussi peu fondée aux journaux du Canada qui s'occupent de ce qui se passe dans leur pays?"

Toutte la colonie française d'Amérique déplorera le manque de tact—pour employer un palliatif—de ce Mécène en pantoufles du comité Maseuraud.

M. M.

Les fêtes de Lourdes

COMMENCÉES MERCRÉDI dernier, les fêtes de Lourdes se poursuivent avec un éclat incomparable. Nos lecteurs liront avec plaisir, à ce sujet, l'article suivant dû à la plume de M. Omer Héroux:

"C'est aujourd'hui (mercredi) que s'ouvre le vingt-cinquième congrès eucharistique international. Si le soleil qui dore ce matin les paysages canadiens brille avec un pareil éclat sur la petite ville des Pyrénées, la scène sera d'une incomparable magnificence. Mais il est assez probable que le récit des manifestations qui se préparent sera à demi étouffé entre les dépêches d'Irlande et l'histoire des mariages de M. Caillaux et de l'assassinat de Calmette."

"Le drame du *Figaro*—dont la portée politique est au reste très grande—offre à la curiosité publique un regain d'intérêt piquant que les fêtes de Lourdes."

"Chez ceux qui réfléchissent toutefois, même s'ils ne partagent point nos croyances, le spectacle qui se déroulera ces jours-ci à Lourdes ne saurait manquer d'éveiller de graves pensées."

"Il y a plus d'un siècle on comptait en avoir bientôt fini avec l'enfance. Il y a cent ans tout près, on nous racontait comment les dogmes finissent. Il y a un demi-siècle, on répétait volontiers que les pèlerinages ne sont plus dans nos mœurs; et depuis, sur tous les tons et dans toutes les langues, on a opposé la science à la foi, on a prédit que les splendeurs de l'électricité auraient tôt fait de dissiper les *lumières de l'obscurantisme*."

"Résultat: au cœur même du pays où la loi fait profession d'athéisme, une foule immense qui réunira, avec les meilleurs fils de la France, des représentants de toutes les nations, acclamera comme aux siècles les plus croyants la royauté sociale du Christ, l'Immaculée Conception de la Vierge, le miracle; et l'on verra très probablement marcher derrière l'Hostie l'illustre inventeur de la dé-mécanique, le Dr Branly. L'électricité et la vapeur auront simplement servi à amener plus nombreux, et de plus loin, les pèlerins, à porter jusqu'aux extrémités du globe l'écho de leurs acclamations."

"Et ces fêtes ne sont que la suite et le prélude de manifestations qui ont porté, qui porteront à travers le monde entier la même et triomphale affirmation."

"Cette affirmation, on l'a entendue dans les pays de vieille formation catholique comme l'Espagne et l'Autriche, au bureau et au centre de la foi chrétienne, dans des pays neufs comme le Canada, dans des régions même comme l'Angleterre où, il n'y a pas cent ans, il fallait, pour franchir le seuil des Communes, prêter un serment oïseux."

"Elle est proférée, avec une égale ardeur, par les générations qui grandissent et par celles qui marchent vers la tombe."

"Nous saluons par ce fait une confirmation nouvelle des promesses de pérennité que porte l'Eglise; mais les incroyants, les adversaires mêmes du catholicisme, peuvent-ils, en face d'un pareil spectacle, ne pas éprouver une salutaire inquiétude?"

"Le fait de Lourdes oriente vers une bonne et sainte méditation sur le besoin de croire tous les esprits libres et de bonne foi."

La rue Dalhousie

NA DONC ENFIN décidé de redresser la rue Dalhousie. Grâce à l'active intervention des échevins de la Basse-Ville et au concours de plusieurs représentants municipaux de la Haute-Ville, les travaux d'élargissement seront exécutés. La ville devra payer cinquante pour cent des débours encourus. Les échevins Ellis et MacDonald ont tenté de faire accepter un amendement par lequel la ville n'aurait contribué que de trente-trois pour cent au profit de l'entreprise. Heureusement, l'amendement a été battu, et par une large majorité. Le vote a été comme suit: MM. les échevins Beattie, Carmichael, Ellis et MacDonald se sont prononcés pour une dépense de trente-trois pour cent alors que MM. les échevins Brethour, Desjardins, Fisher, Labelle, O'Connor, Pinaré, Rice et Rowe ont favorisé la mesure de cinquante pour cent. Voilà un vote qui est important de retenir!

Faisant la part de ses mérites, le *Temps* s'exprime comme suit: "Le projet d'élargir la rue Dalhousie a été mis de l'avant il y a plus de vingt ans passés par M. Olivier Durocher, durant son stage comme maire d'Ottawa."

"Il rallia les sympathies de quelques échevins, mais ne put jamais triompher de l'hostilité de la majorité."

"Les insuccès répétés auxquels les Canadiens-français furent en butte, d'année en année, les découragèrent, avec le résultat que la question est devenue lettre morte et a été reléguée complètement dans l'oubli."

"Il appartient à ce jeune et énergique échevin qu'est M. Eugène Labelle, de raviver la question et de ramener le projet maintenant oublié au premier plan de l'actualité."

"Candidat aux honneurs échevins en janvier 1913, M. Élievin Labelle qui faisait ses premiers armes dans le quartier By, avait inscrit en tête de son programme, le projet d'élargir et de redresser la rue Dalhousie. Il promettait alors aux contribuables que cette question recevrait sa plus sérieuse considération."

"Élu échevin, M. Labelle se mit à l'œuvre dès le lendemain de son élection. Il commença à faire circuler des requêtes et à intéresser tous les contribuables au projet."

"Élievin Labelle, avec une persistance digne de tous les plus grands gloires, ne cessa d'importuner le Bureau de Contrôle et ses collègues du Conseil de Ville. La constance de ses efforts vit à l'obtenir une digne reconnaissance."

"Si l'on peut considérer Élievin Labelle comme la grande âme du projet d'élargissement de la rue Dalhousie, il convient en toute justice de mentionner l'appui généreux qu'il reçut tant de l'échevin Desjardins, de l'ex-échevin Beattie, l'an dernier, que des échevins Racine, Pinaré, de l'ex-contrôleur R.H. Parent et du maire McVeity."

Nous nous exprimons d'offrir nos félicitations à ceux qui—dans le passé ou aujourd'hui—se sont efforcés de rendre justice à la Basse-Ville en favorisant un projet profitable à tous ceux qui vivent dans la Capitale.

Bienveillantes paroles

DANS SA LIVRAISON du dix-sept juillet, le *Progrès du Golfe* publie le bienveillant article qu'on va lire. Dit notre confrère, sous le titre *Soyons justes*:

"J'ai été énormément surpris, l'autre jour, d'apprendre par les journaux, que M. Olivier Asselin, dont je m'étais toujours plu à reconnaître la droiture et l'esprit de justice, avait déclaré, au cours d'une interview, que seul, de tous les journaux canadiens-français de l'Ontario, 'Le Droit' avait fait son devoir dans la lutte que nos compatriotes ontariens soutiennent contre le gouvernement de leur province pour le maintien de leurs écoles."

"Je n'ai jamais eu le plaisir de lire 'Le Droit'. On dit qu'il se conduite à cet égard admirablement. Tant mieux. Félicitons-le chaleureusement. Mais je ne vois pas la raison qui puisse justifier M. Asselin de reléguer dans l'ombre et même d'insulter qu'il s'agit de la tâche, les autres journaux français qui, en même temps que 'Le Droit', avec un courage constant, une énergie rare, une habileté surprenante, une éloquence faite de foi et de patriotisme, ont lutté contre la persécution francophobe et proclamé le droit des Canadiens-français de parler, partout, sur cette terre canadienne, la langue des Cartier, des Champlain et des Laval."

"Un nombre de ces vaillants journaux se trouve 'La Justice' d'Ottawa. Personne de ceux qui, comme moi, l'ont lu assidûment depuis le commencement de la lutte, ne refusera de reconnaître qu'elle s'est comportée de façon chevaleresque et a mérité la reconnaissance de tous les Canadiens-français."

"Nos frères de l'Ontario ont besoin de notre sympathie; leur cause est notre cause et si nous voulons qu'ils continuent courageusement la lutte, sachons leur démontrer que nous les approuvons, que nous les admirons. C'est le moins que nous puissions faire. Ayons donc, alors, assez de générosité et de justice pour reconnaître le mérite de chacun de ceux qui, la bas, donnent une noble leçon de patriotisme agissant et éclairé."

HENRY DE THILLY.

Si jamais M. Asselin se décide à nous rendre justice, chacun admirera que l'ancien président de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal aura eu sous les yeux d'assez importants et assez nombreux exemples d'équité."

Riantes perspectives

Malgré l'argent toujours rare, la tension monétaire semble cependant moins inquiète que par les mois passés. Dans une récente livraison, la *Presse*, de Montréal, dit ce qui suit à ce sujet:

"Le 'New York Times' a pris, dernièrement, l'initiative de consulter les financiers américains les plus en vue sur l'avenir immédiat du commerce et de la finance dans la république voisine. Les notes dominantes des opinions données sont l'optimisme et la confiance. La récolte probable des grains, aux États-Unis, est évaluée à \$3,400,000,000. Celle du coton, qui a été un véritable désappointement, l'année dernière, laisse actuellement entrevoir les plus belles perspectives. En somme, d'après des prédictions très raisonnables, les fermiers américains établiront, en 1914, un record de production agricole, en volume et en valeur."

"Le résultat de la consultation, dont nous venons de faire mention, indique une tendance du peuple américain à mettre de côté, pour le moment, les problèmes politiques qui ont absorbé trop longtemps son attention, pour s'occuper d'augmenter jusqu'à son extrême limite la production du sol de la république. Nos voisins considèrent que le temps est venu pour eux de mettre fin aux discussions oiseuses pour se mettre à l'œuvre et pour goûter la richesse privée en même temps que la prospérité nationale."

Ce raisonnement qui est bon pour les Américains, l'est également pour nous. Il importe que nous fassions les plus grands efforts pour accroître la production du Canada. Durant la dernière décennie, nous avons été très occupés à construire des chemins de fer, à outiller nos ports, à fonder des villes et des industries. Il faut aujourd'hui retourner à la ferme et multiplier les centres de colonisation. Les villes canadiennes sont surpeuplées, l'industrie languit et les ouvriers sont réduits au chômage. Le remède à tous ces maux est l'accroissement du domaine agricole. La fabrication de quoi que ce soit ne peut se faire, si les objets fabriqués ne trouvent pas d'acheteurs. Ce n'est que lorsque la terre aura donné tout ce qu'elle peut, que les manufacturiers, les chemins de fer et les habitants des villes pourront prospérer."

Ecoles et élections

Sous ce titre, le *Madawaska*, d'Edmundston, N. B., fait les commentaires suivants:

"Les élections dans l'Ontario ont maintenant au pouvoir le gouvernement conservateur Whitney. Personne n'en a été surpris. Les libéraux les plus optimistes n'attendaient pas la victoire."

"Nous avons été heureux cependant de constater que les Canadiens-français en général ont voté contre le gouvernement qui a été fait le persécuteur de l'école bilingue. Nous aurions voulu la leçon plus forte encore, et une défaite que nous n'attendions pas nous eût été un agréable surprise. Un gouvernement qui foule aux pieds les plus élémentaires principes de la justice ne mérite pas qu'on le supporte."

Pour les mêmes raisons, nous sommes heureux de la victoire du gouvernement conservateur dans le Manitoba. Nous ne regrettons qu'une chose, c'est que cette victoire ne soit pas assez grande."

En effet, dans le Manitoba, la loi persécuteur des écoles séparées est l'œuvre des libéraux. Elle est la conséquence du fameux règlement Greenway-Laurier. Or, depuis son arrivée au pouvoir, M. Roblin, s'il n'a malheureusement pas cru devoir modifier le fameux règlement pour donner justice à nos frères, en attendant l'élargissement de la rue Dalhousie, il a déclaré que les écoles séparées sont dans une situation avantageuse, situation bien supérieure à celle que leur faisait le règlement Greenway-Laurier."

Malheureusement, dans les villes les catholiques sont encore obligés de payer double taxe. Les amendements Coldwell n'ont pas amélioré la situation."

Nous ne prétendons pas que nos coreligionnaires du Manitoba ont, sous M. Roblin, la plénitude de leurs droits. Mais nous croyons que les catholiques sont mieux traités par le gouvernement conservateur qu'ils l'ont été et qu'ils le seraient par les libéraux."

Le chef libéral M. Norris s'est, à différentes reprises, prononcé sur cette question. Il a déclaré que la loi devrait peut-être être changée, mais que lui, s'il venait au pouvoir, ne la modifierait pas dans un sens plus large que le règlement Greenway-Laurier."

De même que nous avons été heureux du fait que les Canadiens-français de l'Ontario ont voté en général contre le gouvernement conservateur, de même sommes-nous heureux de voir que les catholiques du Manitoba ont surtout voté pour les conservateurs. Nous remarquons que les six Français qui formeront la prochaine députation sont tous conservateurs."

Si nous voulons voir clair, quels seront les élections nous demeurera-t-il? Dans l'Ontario, les Orangistes supportent Whitney qui tyrannise les Français atholiques. Dans le Manitoba, les rôles sont inversés, et les châteaux-forts conservateurs ou les Orangistes dominent s'en vont du côté libéral. Aussi les Orangistes qui ne forment qu'une poignée de votants, parce qu'ils savent s'unir, en sont rendus à contrôler les gouvernements libéraux ou conservateurs dans la plupart des provinces, comme à Ottawa."

Nous, catholiques, qui formons une proportion d'à peu près 40 pour 100 de la population du Canada, notre influence est à peu près nulle, parce que nous ne savons pas faire cesser nos luttes fratricides."

Trop de catholiques ne savent pas sacrifier leur amour du parti politique à celui de la religion. Irlandais et Canadiens-français se font la lutte dans l'Ontario parce que la question en litige est une question française."

Quand donc aurons-nous appris à nous unir quand nos droits sont menacés? Quand donc verrons-nous les catholiques de langue anglaise tendre la main à leurs frères en religion, au lieu de prendre fait et cause avec les plus cruels ennemis de notre religion, les Orangistes?"

L'amour seul peut nous sauver. Formons des vœux pour que cette union, qui fait la force, ne retarde pas trop."

D'EBLANGES.

Remerciements

Hommages et remerciements à Saint-Joseph pour conversion obtenue.

Madame A.L.

LLET 1914
IRIE
AISE.
rrières,
dédail-
Béni-
ges.
x.
rtiment de
isses.
vous les
vous
a la
RIE
laume
Sussex
IS
TANT.
EE.
3 et 839
ing 1340.
1848.
le
0,000.
39,12.
xcep-
et en
e.
nos
race.
de
etc.
tagés
rasés
meu-
ntité
r et
ce
diffé
FC.
199.